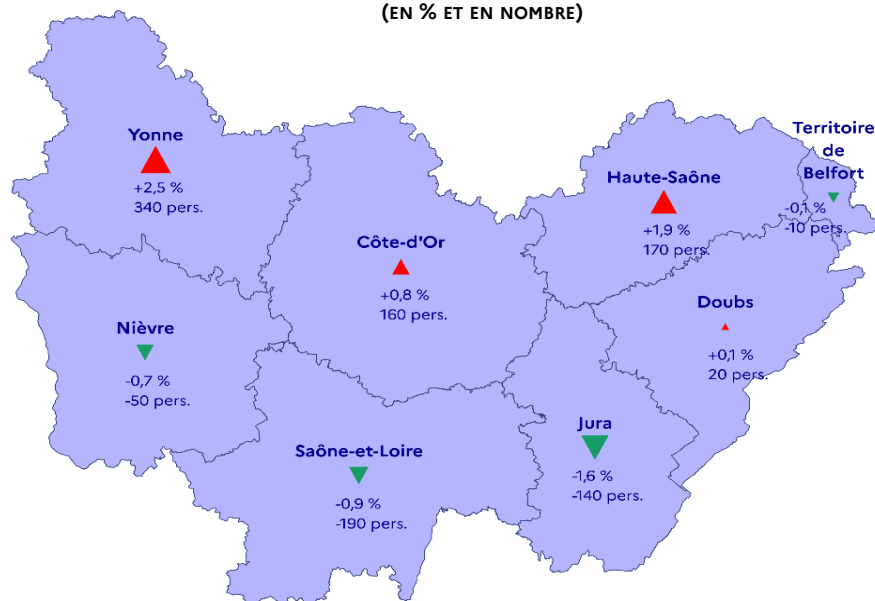


MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS

DÉPARTEMENT DE LA CÔTE D'OR

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 2^{ÈME} TRIMESTRE 2026
(EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
+ 0,3 % par rapport au 1^{er} trimestre 2026

Source : France Travail-Dares, STMT

► CHIFFRES CLÉS

● INSCRITS À FRANCE TRAVAIL

(DONNÉES CVS)

Cat. A : **19 640** (+ 0,8 % sur un trim.)
Cat. B, C : **18 810** (+ 0,1 % sur un trim.)
Cat. A, B, C : **38 450** (+ 0,4 % sur un trim.)
Cat. A,B,C,D,E : **43 300** (+ 0,9 % sur un trim.)

(DONNÉES BRUTES)

Cat. F : **5 489**
Cat. G : **1 684**

● TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

6,4 % au 1^{er} trimestre 2026
+ **0,1 pt** par rapport au 4^{ème} Trim. 2025
(France métropolitaine : 7,9 % ; + 0,2 pt)

● EMPLOI SALARIÉ

223 990 au 1^{er} trimestre 2026
+ **0,1 %** par rapport au 4^{ème} Trim. 2025

● RECOURS À L'INTÉRIM

5 730 intérimaires au 1^{er} trimestre 2026
- **0,3 %** par rapport au 4^{ème} Trim. 2025

Au premier trimestre 2026

L'emploi salarié (privé et public) en Côte-d'Or est quasi stable (+0,1 %) soit environ 120 emplois supplémentaires par rapport au 4^{ème} trimestre 2025. À l'échelle régionale, il baisse très légèrement (-0,1 %, soit -770 emplois). Hors intérim, la tendance est partagée tout en étant atténuée. Les créations d'emploi sont concentrées dans les services non marchands (+0,5 % soit 380 emplois) et l'hébergement restauration (+1,4 % soit 150 emplois). La majorité des autres secteurs perd des emplois, en particulier dans les services aux entreprises (-0,5 % soit 100 emplois).

Concernant l'intérim, les services enregistrent une forte hausse qui rattrape en partie la diminution du trimestre précédent. L'emploi intérimaire progresse aussi dans l'industrie (+1,6 %) et diminue fortement dans la construction et le commerce. Le recours à l'activité partielle baisse dans tous les secteurs sauf les services. Le nombre de foyers bénéficiaires du RSA continue de progresser à un rythme supérieur à la moyenne régionale (+5,9 % contre 4,3 %).

Au deuxième trimestre 2026

Si la consommation effective d'activité partielle diminue, les entreprises du département anticipent des besoins plus importants dans les mois à venir. Le volume d'heures autorisées augmente partout sauf dans le commerce par rapport au 1^{er} trimestre 2026. Les défaillances d'entreprises sont moins nombreuses qu'il y a un an. A contrario, les créations d'entreprises augmentent, avec environ 650 nouveaux entrepreneurs comptabilisés (hors micro-entrepreneurs). Sur le marché du travail, le nombre de demandeurs d'emploi sans activité (catégorie A) progresse de 0,8 % contre 0,3 % à l'échelle régionale. Cette tendance s'explique toujours partiellement par les conséquences de la loi pour le plein emploi qui a rendu obligatoire l'inscription des bénéficiaires du RSA, des jeunes en CEJ et PACEA et des actifs en situation de handicap à France Travail.

Directeur de la publication : Simon-Pierre Eury

Conception et réalisation : Service Études Statistiques Évaluation (SESE)

Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS)

de Bourgogne-Franche-Comté - 5 place Jean Cornet - 25041 Besançon Cedex

www.bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr

Pour toute demande d'information : dreets-bfc.statistiques@dreets.gouv.fr

2^{ème} Trimestre 2026

Les inscrits à France Travail

Tenus de rechercher un emploi

	T2 2026	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Côte d'Or :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	19 640	+0,8	+3,0
Catégories B, C	18 810	+0,1	+0,9
Catégories A, B, C	38 450	+0,4	+1,9
Bourgogne-Franche-Comté :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	111 110	+0,3	+2,2
Catégories B, C	96 230	+1,2	+1,0
Catégories A, B, C	207 340	+0,7	+1,6
Catégories A, B, C hors RSA, hors jeunes en parcours	166 480	-0,2	-1,0

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Catégories A, B, C, D, E, F et G : quelle différence ?

- Cat. A :** personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.
- Cat. B :** personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.
- Cat. C :** personne ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Pour en savoir plus : [Les inscrits à France Travail | DARES](#)

Non tenus de rechercher un emploi

	T2 2026	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Côte d'Or :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie D	2 370	+1,3	-3,3
Catégorie E	2 480	+8,3	+17,5
<i>Données brutes</i>			
Catégorie F	5 489	/	/
Catégorie G	1 684	/	/
Bourgogne-Franche-Comté :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie D	13 080	+3,9	+0,2
Catégorie E	13 520	+2,4	+8,3
<i>Données brutes</i>			
Catégorie F	23 410	/	/
Catégorie G	12 047	/	/

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

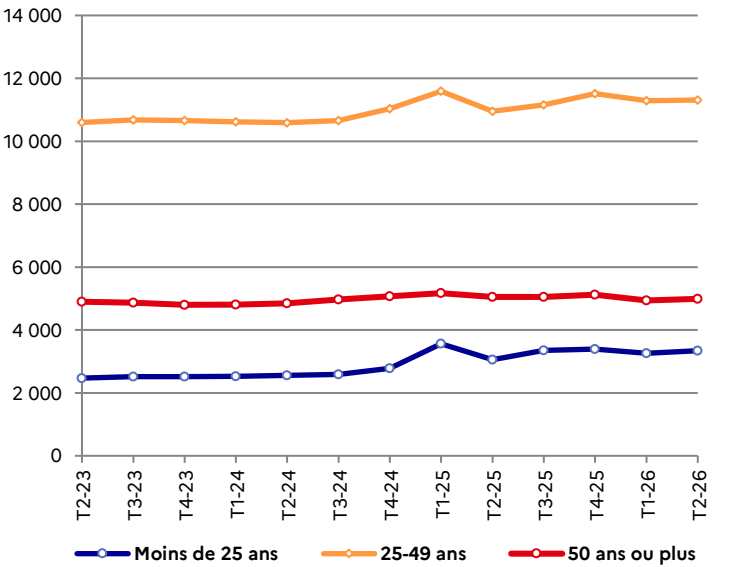
- Cat. D :** personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, et qui n'est pas tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeurs d'emploi en formation, en maladie, etc...).
- Cat. E :** personne en emploi, non tenue de faire des actes positifs de recherche d'emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés...).
- Cat. F :** personne en accompagnement social.
- Cat. G :** regroupe l'ensemble des bénéficiaires du RSA, en attente d'orientation, qui n'étaient pas inscrits avant le 1er janvier 2025.

Caractéristiques des inscrits en Cat. A

<i>Données CVS-CJO</i>	Côte d'Or			BFC	
	T2 2026	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégorie A					
Hommes	10 300	+1,5	+4,9	+1,1	+3,3
< 25 ans	1 830	+4,6	+12,3	+2,3	+5,8
25 - 49 ans	5 890	+0,2	+5,0	+1,0	+3,8
50 ans ou plus	2 570	+2,0	0,0	+0,7	+0,9
Femmes	9 350	+0,2	+1,1	-0,7	+1,0
< 25 ans	1 510	+0,7	+5,6	-0,9	+2,4
25 - 49 ans	5 420	+0,2	+1,5	+0,2	+2,3
50 ans ou plus	2 420	0,0	-2,4	-2,6	-2,5
Total	19 640	+0,8	+3,0	+0,3	+2,2
< 25 ans	3 340	+2,5	+9,2	+0,8	+4,3
25 - 49 ans	11 310	+0,2	+3,3	+0,6	+3,1
50 ans ou plus	4 990	+1,0	-1,2	-0,9	-0,8

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Inscrits en catégorie A par âge



Avertissement évolution des règles d'actualisation et des sanctions :

Au premier semestre 2025, les évolutions sont affectées par des changements dans les règles d'actualisation et l'entrée en vigueur du décret relatif aux sanctions. Entre le 1er et le 2e trimestre 2025, les changements des règles d'actualisation ont un impact à la baisse sur le nombre d'inscrits en catégorie A, un impact à la hausse sur les effectifs en catégories B et C, ainsi que sur les sorties des catégories A, B, C. En juin 2025, le décret relatif aux sanctions applicables aux inscrits à France Travail en cas de manquement à leurs obligations est entré en vigueur. Sans la mise en application de ce décret, le nombre moyen d'inscrits en catégories A et B, C aurait été moins élevé.

Caractéristiques des inscrits en Cat. A, B, C

Données CVS-CJO	Côte d'Or			BFC	
	T2	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
	2026	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Hommes	18 950	+1,2	+3,4	+1,4	+2,6
< 25 ans	2 950	+2,1	+8,9	+1,9	+5,7
25 - 49 ans	11 370	+1,0	+3,6	+1,7	+2,8
50 ans et plus	4 630	+1,3	0,0	+0,5	+0,5
Femmes	19 500	-0,3	+0,5	0,0	+0,7
< 25 ans	2 620	0,0	+4,8	0,0	+3,4
25 - 49 ans	11 530	-0,1	+0,4	+0,6	+0,9
50 ans et plus	5 360	-0,9	-1,1	-1,2	-1,2
Total	38 450	+0,4	+1,9	+0,7	+1,6
< 25 ans	5 560	+1,1	+6,7	+1,0	+4,6
25 - 49 ans	22 900	+0,4	+2,0	+1,1	+1,9
50 ans et plus	9 980	+0,1	-0,6	-0,4	-0,4

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Ancienneté d'inscription

Données CVS-CJO	Côte d'Or			BFC	
	T2	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
	2026	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Moins de 1 an	20 610	-0,1	-1,0	0,0	-3,3
DELD :					
1 à 2 ans	8 120	+1,1	+9,6	+0,7	+11,0
2 à 3 ans	3 640	+3,1	+5,2	+3,8	+9,1
3 ans et plus	6 080	0,0	+1,0	+1,1	+2,9
Total DELD	17 840	+1,1	+5,6	+1,4	+7,9
Part des DELD	46,4%	+0,3 pt	+1,6 pt	+0,3 pt	+2,7 pt

Les flux d'entrées à France Travail par motif

Données brutes	Côte d'Or			BFC	
	T2	Var. annuelle		Var. annuelle	
	2026	en nbre	en %	en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Fin de contrat	467	+29	+6,6	-6	-0,3
Fin de mission d'intérim	169	+9	+5,6	-21	-2,0
Démission	196	+19	+11,0	+55	+6,4
Rupture conventionnelle	253	-13	-5,0	-81	-6,9
Licenc. économique	54	+2	+3,8	+22	+5,6
Autre licenciement	212	+28	+15,4	+82	+7,3
Première entrée sur le marché du travail ⁽¹⁾	93	-11	-10,3	-42	-9,7
Retour d'inactivité ⁽²⁾	581	-65	-10,1	-39	-1,2
Réinscription rapide ⁽³⁾	400	-103	-20,4	-547	-19,6
Autres motifs ⁽⁴⁾	2 761	+1 353	+96,1	+7 705	+86,2
Motif indéterminé	332	+116	+54,0	+847	+73,6
Total	5 517	+1 365	+32,9	+7 976	+34,2

- (1) Inscription à France Travail d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.
- (2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.
- (3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).
- (4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi. Inclut depuis janvier 2025 les motifs d'entrée des publics "loi pour le plein emploi" (demande de RSA, parcours contractualisé en mission locale, Cap'Emploi).

Avertissement :

A partir de janvier 2025, toute personne qui fait une demande de RSA est automatiquement inscrite à France Travail.

A partir de janvier 2025, toute personne qui est suivie en CEJ ou Pacea par une mission locale et en recherche d'emploi, ou qui est suivie par cap emploi est automatiquement inscrite à France Travail.

Les flux de sorties à France Travail par motif

Données brutes	Côte d'Or			BFC	
	T2	Var. annuelle		Var. annuelle	
	2026	en nbre	en %	en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Reprise d'emploi déclarée ⁽¹⁾	462	+98	+26,8	+242	+11,7
Entrée en stage ou formation	263	-39	-13,0	-200	-11,9
Arrêt de recherche (maternité, maladie, retraite)	379	+94	+32,8	+487	+28,0
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation ⁽²⁾	4 085	+1 128	+38,1	+6 720	+39,5
Radiation administrative	17	-212	-92,5	-1 167	-91,5
Autre cas ⁽³⁾	570	+46	+8,8	+663	+24,9
Total	5 776	+1 113	+23,9	+6 745	+25,5

- (1) Uniquement celles connues par France Travail. Une mesure plus complète des sorties pour reprise d'emploi est donnée par l'enquête Sortants.
- (2) À partir de janvier 2025, les défauts d'actualisation regroupent les défauts d'actualisation des publics "loi pour le plein emploi" et les cessations d'inscription historiques pour défaut d'actualisation
- (3) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

Les inscrits à France Travail par CLPE*

* CLPE : Comité Local Pour l'Emploi

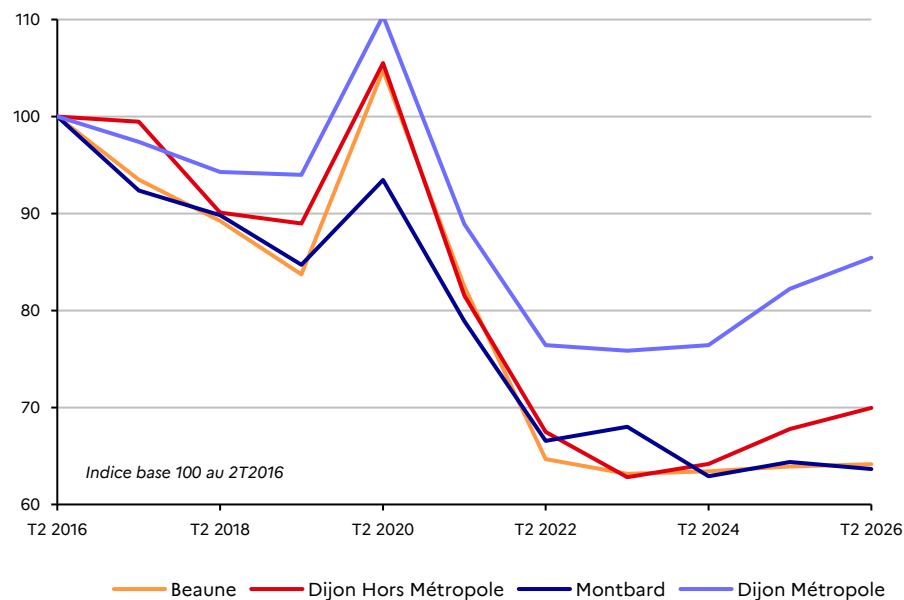
Caractéristiques des inscrits en Cat. A

Données brutes	T2 2026	Evol. annuelle (en %)	Part (en %) des		
Catégorie A			Femmes	-25 ans	Seniors
Beaune	2 560	+0,4	49,6	15,6	30,5
Dijon Hors Métropole	2 540	+3,3	49,6	17,3	29,1
Dijon Métropole	11 780	+3,9	47,2	16,1	22,8
Montbard	1 750	-1,1	46,9	15,4	35,4

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dreetts.

La loi pour le plein emploi a instauré **une nouvelle gouvernance du réseau pour l'emploi**, aux niveaux **national, régional, départemental et local**. Cette gouvernance renouvée a pour vocation d'assurer la coordination, coopération et co-construction entre les acteurs de l'emploi et de l'insertion. Les comités locaux pour l'emploi (CLPE) définissent les **stratégies locales de l'emploi et les traduisent de manière opérationnelle**. Ils organisent des **partenariats** au regard des **projets territoriaux**, en lien avec l'ensemble des collectivités territoriales et notamment les communes et intercommunalités. Le préfet de département arrête les limites géographiques des comités locaux institués au sein du département en fonction des caractéristiques de chaque territoire, en concertation avec le président du conseil régional et le président du conseil départemental.

Evolution des inscrits de Cat. A (données brutes)



Ancienneté d'inscription des inscrits de Cat. ABC

Données brutes	T2 2026	Evol. annuelle (en %)	Inscrits de plus d'un an	
Catégories A, B, C			T2 2026	Evol. (%) annuelle
Beaune	6 090	+0,7	2 960	+3,5
Dijon Hors Métropole	5 930	+3,0	2 900	+6,6
Dijon Métropole	21 870	+2,1	9 860	+6,8
Montbard	3 680	-0,3	1 900	+0,5

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dreetts.

Les flux d'entrées et de sorties

Entrées en Cat. A, B, C		Sorties en Cat. A, B, C	
Nombre	Evol. (%) annuelle	Nombre	Evol. (%) annuelle
900	+28,6	950	+23,4
780	+34,5	840	+29,2
3 280	+31,7	3 400	+21,0
550	+44,7	580	+34,9

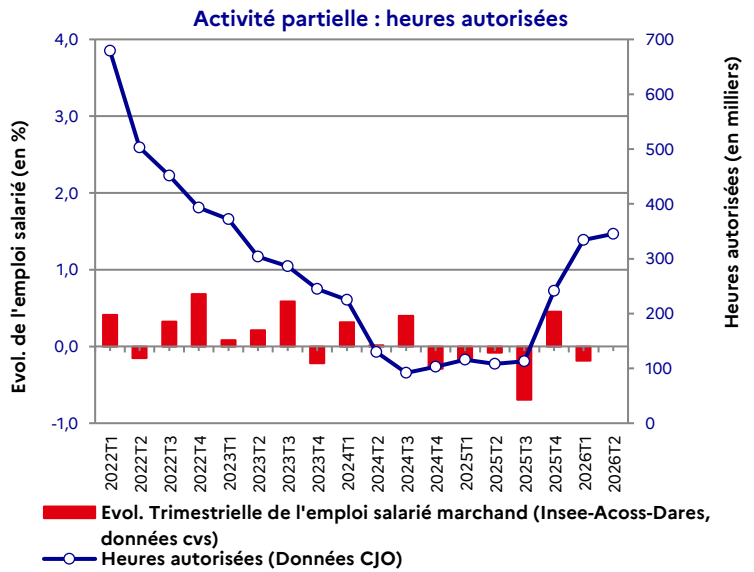
Activité partielle

Données CJO*		Côte d'Or	
Heures autorisées		T1 2026	T2 2026
Nombre de demandes en cours		44	49
Volume d'heures autorisées		334 163	345 128
dont :			
Agriculture		0	0
Industrie		319 518	332 035
Construction		588	997
Commerce		2 061	83
Services		11 996	12 013
Établissements autorisés		40	38
dont :	étabs de 50 sal. et plus	9	8
Nombre de salariés concernés**		1 512	1 452
Total heures autorisées 12 mois glissés		796 861	1 033 722

Source : DARES/Dreets BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** en moyenne sur le trimestre



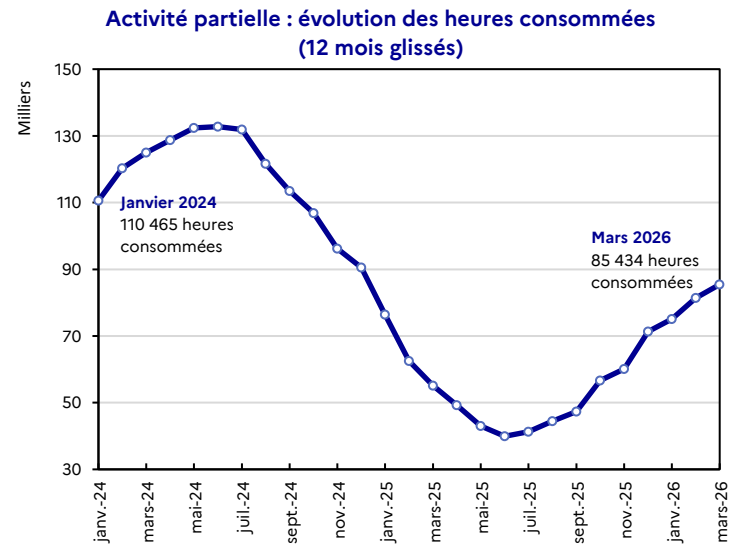
Données CJO*		Côte d'Or	
Heures consommées		T4 2025	T1 2026
Nombre d'heures consommées*		38 914	25 055
dont :			
Agriculture		0	0
Industrie		35 557	19 015
Construction		467	0
Commerce		929	1 201
Services		1 961	4 839
États ayant consommé des heures		23	28
dont :	états de 50 sal. et plus	3	2
Nombre de salariés concernés**		442	205
Total heures consommées 12 mois glissés		71 376	85 434

Source : DARES/Dreets BFC

* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** en moyenne sur le trimestre

Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées



Créations d'entreprises

Données brutes		Côte d'Or	
Créations d'entreprises		T2 2026	Evol./T2 2025 (en %)
Nombre de créations d'entreprises		1 937	+4,7
dont :			
Entreprises individuelles		182	-9,5
Micro-entrepreneurs		1 283	+6,7
Sociétés		472	+5,8
Cumul sur 12 mois glissés		7 824	+6,9
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs		654	+1,1
Cumul sur 12 mois glissés		2 587	+2,5

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Avertissement :

Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises.

Pour en savoir plus : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330#documentation>.

Défaillances d'entreprises

Données brutes		Côte d'Or	
Ouvertures de procédures		T2 2026	Evol./T2 2025 (en %)
Nombre d'ouvertures de procédures		107	-6,1
dont :			
Redressements judiciaires		52	+10,6
Liquidations judiciaires directes		50	-23,1
Nombre d'emplois menacés		515	+51,9
dont :			
Agriculture		25	n.s.
Industrie		12	0,0
Construction		54	-26,0
Commerce		62	-31,9
Services		362	+126,3
Total des ouvertures sur 12 mois glissés		498	+10,7

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE

n.s. : non significatif

s : secret statistique

Effectifs salariés par secteur d'activité

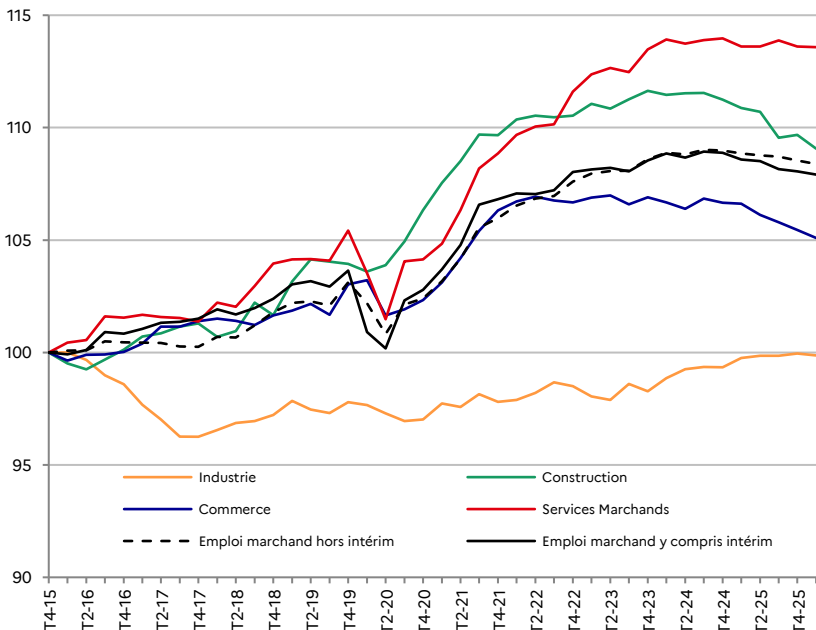
Avertissement :
Les estimations trimestrielles d'emploi sont révisées sur le passé car elles bénéficient de plusieurs changements méthodologiques. Les alternants sont désormais inclus explicitement dans les statistiques d'emploi salarié. Pour en savoir plus : https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Emploi_note_methodo_mai_2022.pdf

Côte d'Or 1 ^{er} trimestre 2026 (Données CVS)	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
		Trimestrielle		Annuelle			Trimestrielle		Annuelle	
		en nbre	en %	en nbre	en %		en nbre	en %	en nbre	en %
Agriculture	6 770	-90	-1,3	+100	+1,5	6 800	-80	-1,2	+90	+1,3
Industrie	27 110	-20	-0,1	+30	+0,1	29 170	-20	-0,1	+20	+0,1
Industrie agro-alimentaire	5 270	0	-0,0	+80	+1,5	5 680	+20	+0,4	+110	+2,1
Industries extractives, énergie, eau, déchets	3 150	-40	-1,2	+40	+1,4	3 260	-60	-1,9	+20	+0,5
Equipements élec. électron. info., autres machines	4 760	+10	+0,1	-20	-0,3	5 140	+60	+1,2	+30	+0,6
Matériels de transport	1 360	-10	-1,0	-80	-5,3	1 450	+10	+0,7	-60	-4,1
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	12 570	+20	+0,2	0	-0,0	13 640	-50	-0,4	-80	-0,6
Construction	12 470	-70	-0,6	-210	-1,6	13 450	-120	-0,9	-310	-2,3
Commerce ; réparation auto.	27 350	-90	-0,3	-400	-1,4	27 760	-130	-0,5	-430	-1,5
Services marchands	67 440	-20	-0,0	-20	-0,0	69 140	+90	+0,1	-60	-0,1
Transports et entreposage	13 920	-50	-0,4	-70	-0,5	14 750	+40	+0,3	+10	+0,0
Hébergement et restauration	10 810	+150	+1,4	+290	+2,8	10 920	+160	+1,5	+320	+3,0
Information et communication	3 690	-60	-1,5	-70	-1,8	3 710	-60	-1,6	-90	-2,3
Services financiers	6 590	+50	+0,8	+40	+0,6	6 630	+40	+0,5	+10	+0,2
Services immobiliers	1 400	-10	-1,0	+10	+1,0	1 410	-10	-0,5	+10	+1,1
Services aux entreprises	21 960	-100	-0,5	-330	-1,5	22 560	-80	-0,4	-450	-2,0
Services aux ménages	9 070	+10	+0,1	+110	+1,3	9 150	0	+0,0	+130	+1,4
Services non marchands	77 510	+380	+0,5	+400	+0,5	77 680	+370	+0,5	+340	+0,4
Ensemble	218 650	+90	+0,0	-90	-0,0	223 990	+120	+0,1	-350	-0,2

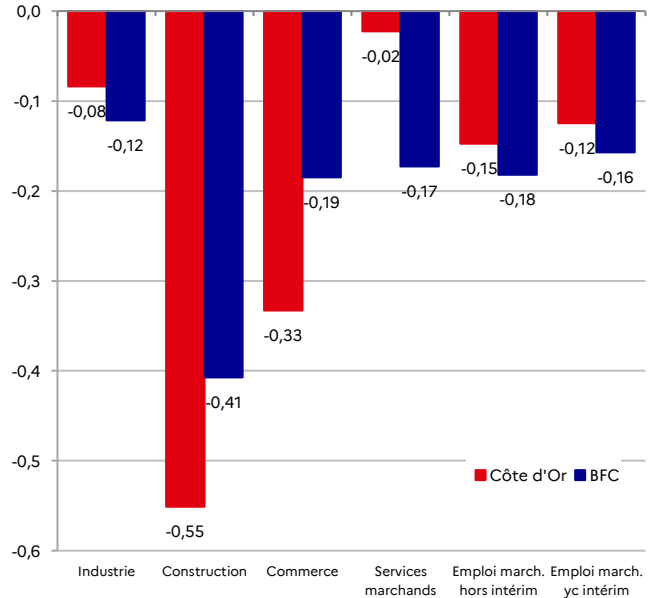
Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)
Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)
Traitement : Dreet BFC- SESE
(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire du département qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre départemental. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

• dans les secteurs d'activité du département
(base 100 au 31/12/2015)



• dans le département et au niveau régional
(entre le 4^{ème} trim. 2025 et le 1^{er} trim. 2026 , en %)





Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Côte d'Or 1 ^{er} trimestre 2026 (Données CVS)	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾			Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾	
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
Agriculture	40	+17,7	-20,6	0,6	-0,2	50	0,0	-28,6	1,7	-0,3
Industrie	2 280	+1,6	-0,2	7,8	-0,0	2 180	+0,5	-5,2	2,2	-0,1
Construction	1 050	-5,8	-6,3	7,7	-0,4	1 000	-3,8	-11,5	3,1	-0,2
Commerce	450	-6,9	-11,0	1,6	-0,2	470	-4,1	-7,8	1,4	-0,1
Services	1 920	+2,0	-5,7	2,8	-0,2	1 970	-2,5	-7,5	1,3	0,0
Ensemble	5 730	-0,3	-4,3	3,9	-0,2	5 670	-1,6	-7,7	1,8	-0,1

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi - activité.

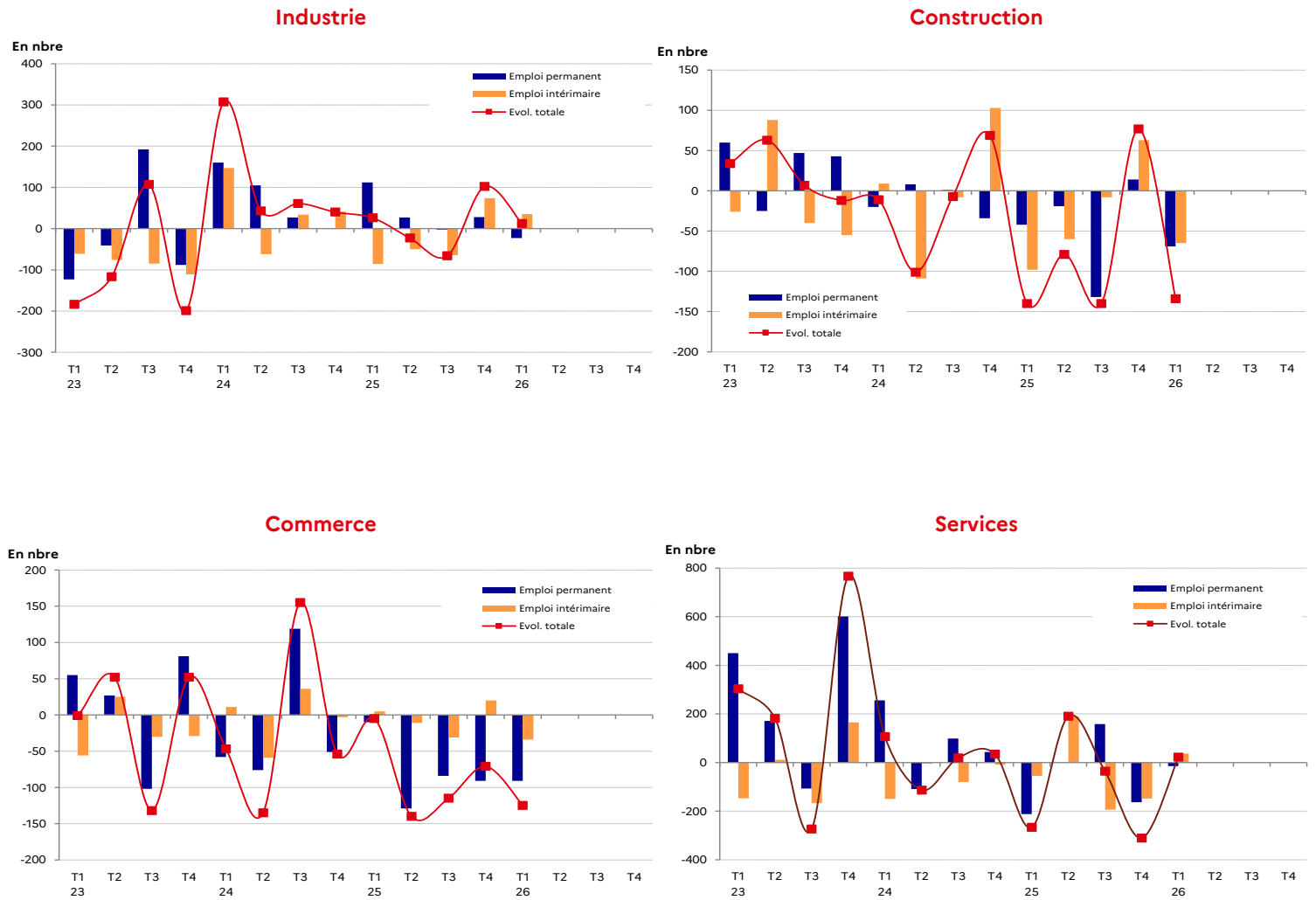
(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)

Sources : Acooss-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Côte d'Or	Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
1 ^{er} trimestre 2026					
Embauches	1 402	851	3 650	39 822	45 725
Répartition en %	3,1	1,9	8,0	87,1	100,0
dont en % :					
CDD	43,1	31,3	55,9	88,2	83,2
< 25 ans	29,7	25,0	47,1	21,5	23,9
25 - 49 ans	53,3	59,2	40,0	50,5	49,9
50 - 54 ans	7,3	7,1	4,6	8,5	8,2
55 ans ou plus	9,6	8,6	8,3	19,4	18,0
Femmes	41,8	14,7	53,9	64,2	61,8
Sorties	1 362	860	3 747	40 114	46 083
Répartition en %	3,0	1,9	8,2	87,7	100,0
dont en % :					
Fins de CDD	28,5	14,8	52,3	86,6	80,7
dont CDD < 1 mois	53,1	26,8	69,1	90,0	88,3
Démissions	25,4	38,6	18,9	5,5	7,8
Licenciements économiques	3,0	0,9	0,5	0,2	0,3
Licenc. non économiques	14,0	12,2	7,0	2,3	3,2
Retraite	9,5	4,0	2,8	0,8	1,3
Ruptures Conventionnelles	7,9	12,2	4,7	1,2	1,9
< 25 ans	24,0	24,0	46,2	20,8	23,0
25 - 49 ans	48,6	55,3	38,4	50,3	49,4
50 - 54 ans	6,8	7,9	4,4	8,5	8,1
55 ans ou plus	20,6	12,7	11,1	20,5	19,6
Femmes	42,9	12,6	54,5	64,8	62,3

Source : Dares, MMO

Lecture : Au 1er trimestre 2026 parmi les embauches dans l'industrie 43,1 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 3 % des sorties des salariés de l'industrie contre 0,3 % tous secteurs confondus

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

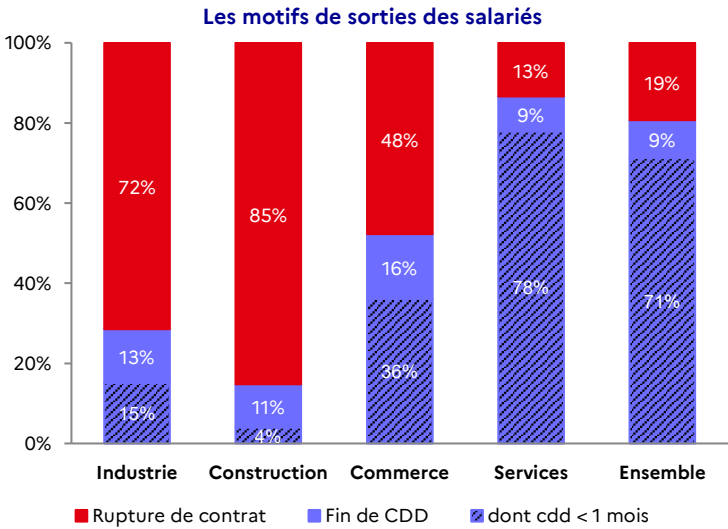
Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs

Précautions d'utilisation

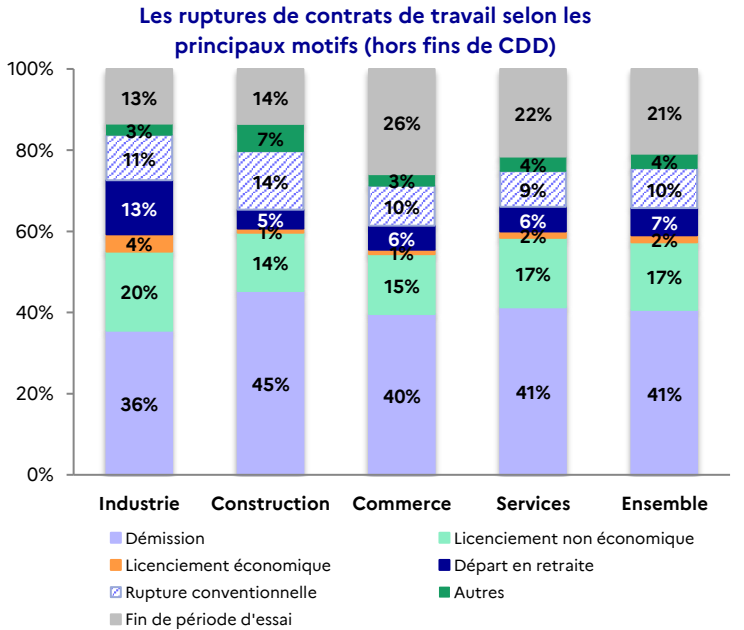
L'écart entre les entrées et les sorties mesuré chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acoss et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

Pour en savoir plus :

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre>



Lecture : dans le commerce, 36 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.



Lecture : dans l'industrie, 36 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Côte d'Or	< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
1 ^{er} trimestre 2026						
Actifs en emploi (en %)	12,4	57,4	12,8	17,5	51,9	29,5
Embauches	10 927	22 824	3 728	8 233	28 249	6 825
dont en % :						
CDD	80,0	80,7	87,0	92,7	87,3	84,1
Sorties	10 591	22 748	3 716	9 016	28 732	6 739
dont en % :						
Fins de CDD	78,1	79,5	85,5	84,9	85,8	83,2
dont CDD < 1 mois	86,5	86,6	91,5	93,0	88,5	87,7
Démissions	9,3	9,4	5,5	3,0	5,9	7,3
Licenciements économiques	0,1	0,4	0,6	0,3	0,2	0,1
Licenc. non économiques	4,7	3,1	2,7	2,0	2,3	3,3
Retraite	0,0	0,0	0,0	6,6	0,9	0,0
Ruptures Conventionnelles	0,9	2,7	1,9	1,0	1,5	0,6

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2023, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 92,7 % ont signé un CDD.

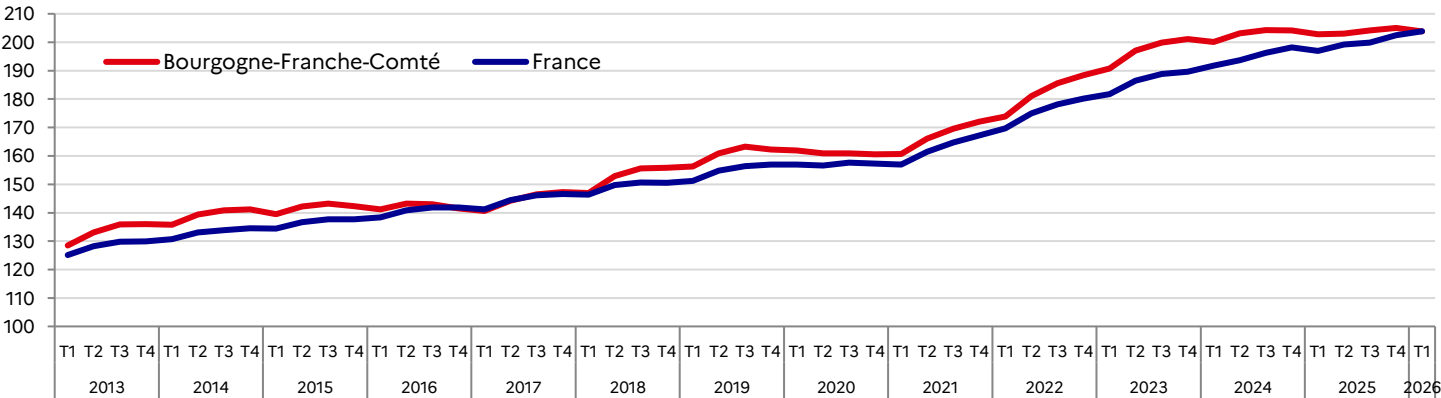
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

1 ^{er} trimestre 2026	Actifs de 15 à 64 ans en emploi RP 2023	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	231 594	223 990	22,7	+0,1	-350	-0,2	238	0,5	-2,9	-2	-0,8
Doubs	231 317	196 820	19,9	-0,1	-1 030	-0,5	33 997	70,8	-0,5	+85	+0,3
Jura	107 865	86 730	8,8	-0,3	-810	-0,9	7 876	16,4	-0,4	+46	+0,6
Nièvre	71 626	63 690	6,4	-0,2	-510	-0,8	27	0,1	+3,8	+4	+17,4
Haute-Saône	94 558	67 960	6,9	-0,2	-320	-0,5	821	1,7	+1,1	+29	+3,7
Saône-et-Loire	216 444	191 280	19,4	-0,1	-570	-0,3	256	0,5	+1,6	+16	+6,7
Yonne	128 335	109 670	11,1	+0,2	+100	+0,1	45	0,1	0,0	+8	+21,6
Territoire de Belfort	56 101	47 880	4,8	-0,4	-540	-1,1	4 780	10,0	+0,2	+103	+2,2
BFC	1 137 841	988 020	100,0	-0,1	-4 040	-0,4	48 040	100,0	-0,4	+289	+0,6

Sources : Insee - RP ; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

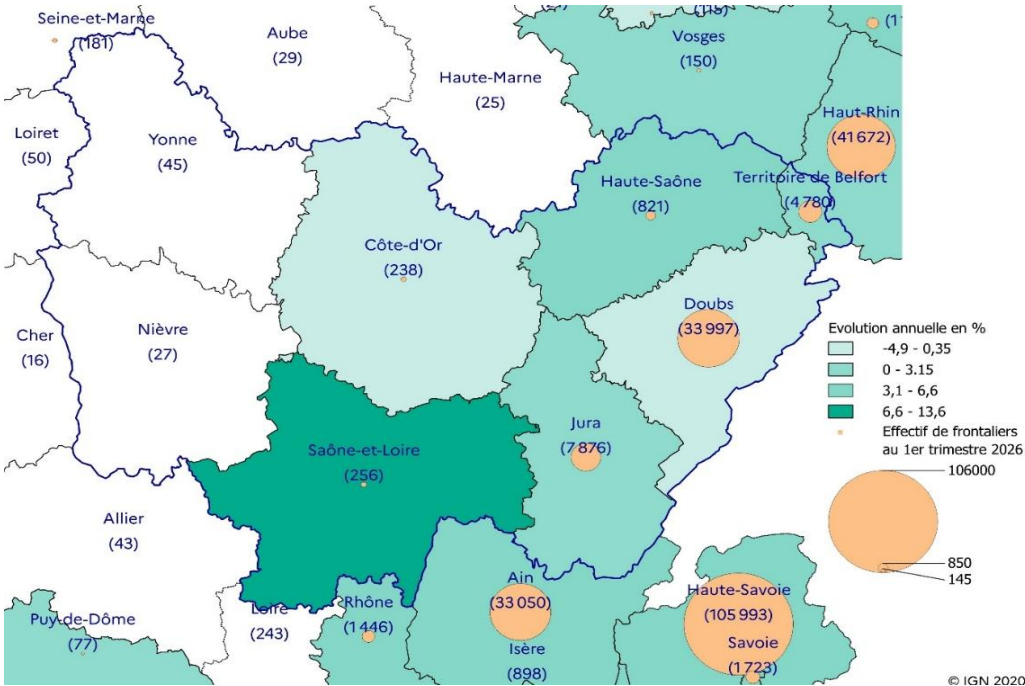
Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Source : OFS

Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse augmente de 0,3 % dans le Doubs. Ce département comptabilise 33 997 travailleurs frontaliers vers la Suisse.
Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.
Source : Office Fédéral de la Statistique

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Côte d'Or			BFC
	T2	Cumul	Var.(%)/	Var.(%)/
	2026	2026	cumul 25	cumul 2025
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	438	1 094	+9,1	+19,0
dt résidents QPV	56	136	-3,5	+1,1
CEJ*	464	1 026	-16,2	-14,7
Contrats aidés (prescriptions) :				
PEC	s	9	-83,0	-80,8
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 1T 2026)				
- secteur public	s	s	s	+69,2
- secteur privé	344	344	-12,5	+3,6

* Données arrêtées à la semaine 26

s : secret statistique

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T4	Cumul	Var.(%)/
	2025	2025	cumul 2024
Côte d'Or	273	1 153	-16,1
Doubs	382	1 745	-2,5
Jura	254	942	-15,9
Nièvre	156	714	-1,5
Haute-Saône	108	565	-19,5
Saône-et-Loire	385	1 626	+5,9
Yonne	270	1 268	-9,9
Territoire de Belfort	78	423	-15,7
BFC	1 906	8 436	-7,9

Sources des tableaux :

Entrées :

PEC (Parcours Emploi Compétence) : DGEFP, calculé au lieu d'exécution du contrat
CEJ (Contrat d'engagement jeune) : DGEFP
PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté, i-milo et DGEFP
Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA) au lieu de l'établissement employeur
IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

PEC : DARES, calculé au lieu d'exécution du contrat
PACEA et CEJ : ARML de Bourgogne-Franche-Comté
IAE : ASP, traitement Dares

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	Côte d'Or		BFC
	T2	Var.(%)/	Var.(%)/
	2026	T2 2025	T2 2025
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	13	-88,1	-81,6
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	1 965	+35,4	+30,6
CEJ*	711	-17,1	-7,7
IAE (au 4T 2025)	1 191	-5,4	-5,8

► De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie.
Il est d'usage de distinguer :

- ✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (France Travail, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...
- ✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux.

Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH)

En 2024, la dépense pour l'emploi en France a été de 193 milliards d'euros. Les mesures d'incitation à l'embauche représentent la moitié de la dépense avec 95 Md. Le versement d'allocations chômage et d'activité partielle a représenté 50,2 Md d'euros. Les dépenses de formation et d'incitation à l'activité ont été respectivement de 29,2 et 11,9 Md d'euros.

[Dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail en 2024](#)

Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

1 ^{er} trimestre 2026	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS (au 4T 2025)	
	Nbre de foyers	Evol.	Nbre de foyers	Evol.	Nbre de pers.	Evol.	Nbre de pers.	Evol.
	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle
données brutes provisoires								
Côte d'Or	10 713	+5,9	39 997	+0,7	9 167	+0,3	1 657	+14,3
Doubs	13 330	+5,6	34 203	+0,2	10 563	+2,8	1 887	+18,7
Jura	3 753	+4,8	15 467	-3,7	5 587	+1,7	690	+23,9
Nièvre	5 850	+1,7	13 903	-1,0	6 573	+0,7	827	+14,4
Haute-Saône	4 147	+4,1	15 253	-1,4	6 140	+2,5	917	+9,6
Saône-et-Loire	9 650	+2,1	37 240	-1,7	13 007	+2,0	1 813	+9,7
Yonne	9 007	+3,6	24 020	+1,7	7 440	-3,0	1 277	+11,3
Territoire de Belfort	4 403	+6,0	9 667	-1,5	2 927	+4,5	687	+7,8
BFC	60 853	+4,3	189 750	-0,5	61 404	+1,2	9 755	+13,5

* Moyenne trimestrielle.

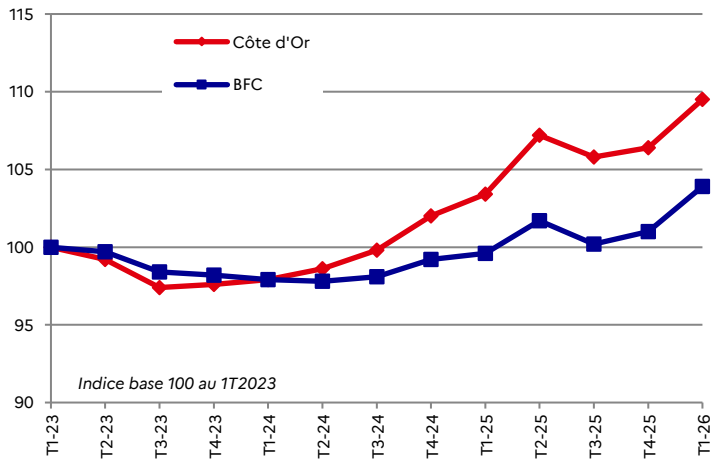
- **RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :**
Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

- **AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :**
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

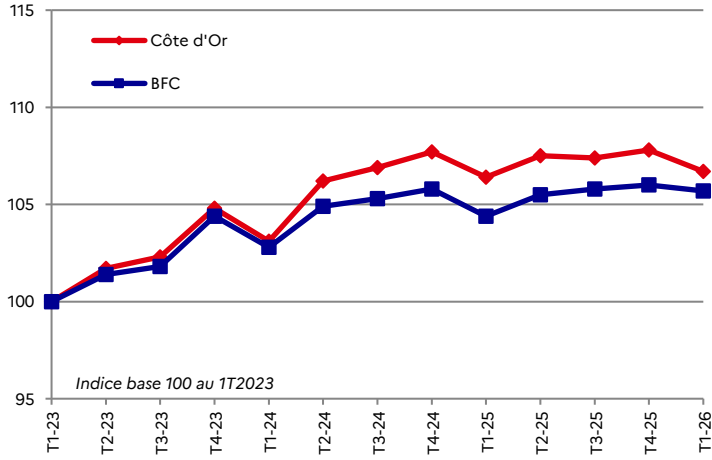
- **ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :**
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; France Travail, FNA.

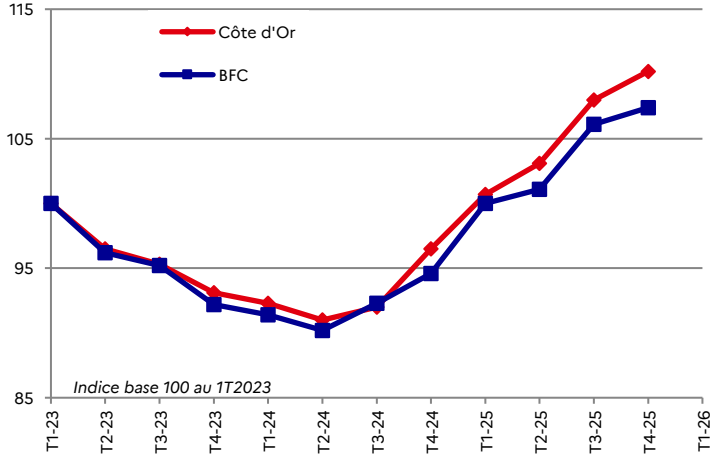
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité

